

Conditions de remboursement des frais engagés par les stagiaires

Frais de déplacement

Train

Remboursement du billet 2^e classe. **Joindre les billets de train compostés originaux ou en cas de billet électronique, le document sur lequel figure un flash code ainsi que la photocopie de votre carte grand voyageur (si vous en possédez une).**

Dans tous les cas, vérifiez que le ou les document(s) que vous nous faites parvenir servent à la fois de titre de transport et de facture.



Voiture – (Paramètres pris en compte : prix du litre : 1.65 € voiture 7 chevaux : 8 km/100)

(Majoration de 6 centimes pour tenir compte des aléas liés à la voiture ou au trajet)

Défraiement du carburant :

- 0,20 €/km pour une personne seule
- 0,32 €/km pour deux personnes
- 0,40 €/km pour trois personnes et plus

Mentionner, sur la note de frais, le(s) nom(s) du/des passager(s).

Les frais de péage sont remboursés sur justificatifs originaux.

Vérifier que le contrat de votre police d'assurance vous autorise ce type d'usage.



Avion

Les déplacements en avion sont possibles :

- s'ils évitent les frais qu'occasionnerait une arrivée la veille du stage.
- si le temps de déplacement en avion n'est pas concurrencé par le T.G.V.

Liste des départements dont les billets d'avion seront remboursés par le CFS : 06, 09, 11, 13, 15, 20, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 38, 40, 43, 56, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 73, 81, 82, 83.

Joindre la facture et la carte d'embarquement ou, en cas de billet électronique le document sur lequel figure un flash code.

Nous vous demandons instamment de faire le maximum pour voyager à tarifs réduits (abonnements, tarifs spéciaux entreprises,...).

Sur les vols Air France, vous pouvez bénéficier de réductions si vous réservez à l'avance.

Par ailleurs, n'hésitez pas à comparer les tarifs des différentes compagnies desservant votre trajet.

Dans tous les cas, vérifiez que le ou les document(s) que vous nous faites parvenir servent à la fois de titre de transport et de facture.



Ne sont pas pris en charge :

- Les frais de taxi,
- Les frais de parking parisien,
- Les frais des stagiaires habitant la ville où se déroule le stage ou à proximité de celle-ci.



Frais de séjour

Le plafond de prise en charge des frais de séjour correspond désormais au tarif négocié avec l'hôtel (cf. liste des hôtels) plus le prix d'un repas seul, à savoir 25 €.

Le plafond de 140 € (nuitée + petit-déjeuner + taxe de séjour + dîner) restera en vigueur dans le cas du choix d'un hôtel ne figurant pas sur notre liste.

Le remboursement ne sera possible que **sur présentation de justificatifs originaux**. Pour l'hébergement et/ou la restauration, **une facture** demandée à l'hôtel et/ou au restaurant, sur papier à en-tête original est acceptée par les services de contrôle.

La nuitée précédant le 1^{er} jour du stage peut être prise en charge sur demande écrite valablement justifiée.



Pour toute information complémentaire ou demande justifiée de dérogation, contactez-nous avant le stage.

Une note de frais vous sera remise au cours du stage. La remplir, l'envoyer au CFS et **y joindre les pièces justificatives originales** (délai d'envoi : maximum trois semaines après le stage). L'émargement de la liste des participants attestera de votre présence.



Le règlement de vos frais vous sera envoyé par lettre-chèque sous trois semaines environ, à réception de votre note de frais. Il ne prendra pas en compte les éventuels dépassements occasionnés par le non-respect des règles énumérées ci-dessus.

Le congé de formation économique, sociale et syndicale

DROIT AU CONGÉ

Les salariés désireux de participer à des stages ou sessions exclusivement consacrés à la formation économique, sociale et syndicale, organisés par des centres ou instituts spécialisés dont la liste est établie chaque année par arrêté ministériel, peuvent obtenir un congé non rémunéré de douze jours par an (L. 3142-7 et s.).

Le refus non justifié du congé est pénalement sanctionné, et d'autre part un licenciement qui serait motivé par la demande formulée par un salarié de participer à un stage de formation syndicale serait abusif.

CONTINGENT ANNUEL

- Le congé normal reste fixé à 12 jours par an et par salarié, porté à 18 jours par an pour les animateurs de stages et sessions et les salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales.
- Un arrêté du 7 mars 1986 fixe le nombre total de jours de congé susceptibles d'être pris chaque année par l'ensemble des salariés d'un établissement au cours de l'année civile en fonction des effectifs.

ORGANISMES HABILITÉS

Seuls les stages et sessions organisés par les organisations syndicales interprofessionnelles, représentatives sur le plan national, peuvent ouvrir droit au bénéfice des congés et recevoir l'agrément ministériel.

Pour l'année calendaire en cours, cette liste comporte notamment le Centre de Formation Syndicale de la CFE-CGC.

MODALITÉS

Le bénéfice du congé est de droit, dans la limite du contingent fixé, sauf lorsque l'employeur estime, après avis conforme du comité d'entreprise, ou à défaut des délégués du personnel, que cette absence aurait des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de l'entreprise (L. 3142-13).

Le salarié peut demander le fractionnement du congé par périodes minimales de 2 jours.

La demande doit être présentée à l'employeur au moins trente jours à l'avance et le refus éventuel notifié dans les huit jours de cette demande (R. 3142-3 et s.).

L'organisme chargé des stages ou sessions doit délivrer au travailleur une attestation constatant la fréquentation effective de ceux-ci par l'intéressé.

Cette attestation sera remise à l'employeur au moment de la reprise du travail.

Le congé est assimilé, au regard de la législation du travail et de la Sécurité sociale, à une période de travail. Il n'est pas imputé sur le congé annuel payé (L. 3142-12).

Les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de cette formation seront considérés comme des accidents du travail.

FINANCEMENT

- Le congé de formation syndicale n'est pas un congé de formation payé. L'employeur est tenu d'accorder le congé sans avoir l'obligation de maintenir la rémunération.

- Toutefois, la loi dite Rebsamen d'août 2015 prévoit le principe du maintien de salaire par l'employeur, par le biais de la subrogation. La demande de subrogation de salaire doit être formulée par l'organisation syndicale, et l'accord du salarié écrit est obligatoire.

En outre, une convention prévoyant le montant et les délais de remboursement par l'organisation syndicale à l'employeur, doit être passée entre ces deux parties.

À ce jour, les décrets d'application prévoyant les modalités pratiques de ces dispositions ne sont pas encore sortis. En conséquence, nous tenons à votre disposition les documents que nous avons élaborés (subrogation et accord du salarié) et que nous diffusons pour l'instant au cas par cas. Dès que nous aurons les décrets, les documents vous seront diffusés très largement, notamment la demande de subrogation et le formulaire d'accord du salarié. N'hésitez pas à vous tourner vers le CFS en cas de doute.

- Les comités d'entreprises peuvent, sur le budget des activités sociales et culturelles, indemniser les salariés de l'entreprise partant en congé de formation syndicale dès lors que cette indemnité est instituée dans l'entreprise en faveur des seuls salariés, sans aucune distinction entre eux.
- Certains accords d'entreprise peuvent prévoir des dispositions plus favorables (modalités de financement, fonds mutualistes,...).

FONCTION PUBLIQUE

La demande de congé doit être impérativement déposée auprès du supérieur hiérarchique un mois au moins avant l'ouverture du stage.

Cette demande doit être formulée au titre des congés de formation syndicale tels que prévus au titre 1er du Statut Général des Fonctionnaires (article 21 de la loi du 13 juillet 1983) et plus particulièrement :

- pour la Fonction Publique d'État (article 34-7° de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) ;
- pour la Fonction Publique Hospitalière (décret du 13 octobre 1964, aménagé par la circulaire n° 221 DH 4 du 30 juillet 1975 - BO 759-35) ;
- pour la Fonction Publique Territoriale (article 57-7° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) qui prévoit un délai de prévenance d'un mois et demi avant le stage.

ASSURANCE DES STAGIAIRES

Les stagiaires du Centre de Formation Syndicale (CFS) de la CFE-CGC sont assurés dans le cadre et dans les conditions du contrat SOLIDARITÉ VIE SYNDICALE souscrit auprès de la MACIF et géré par la Confédération.